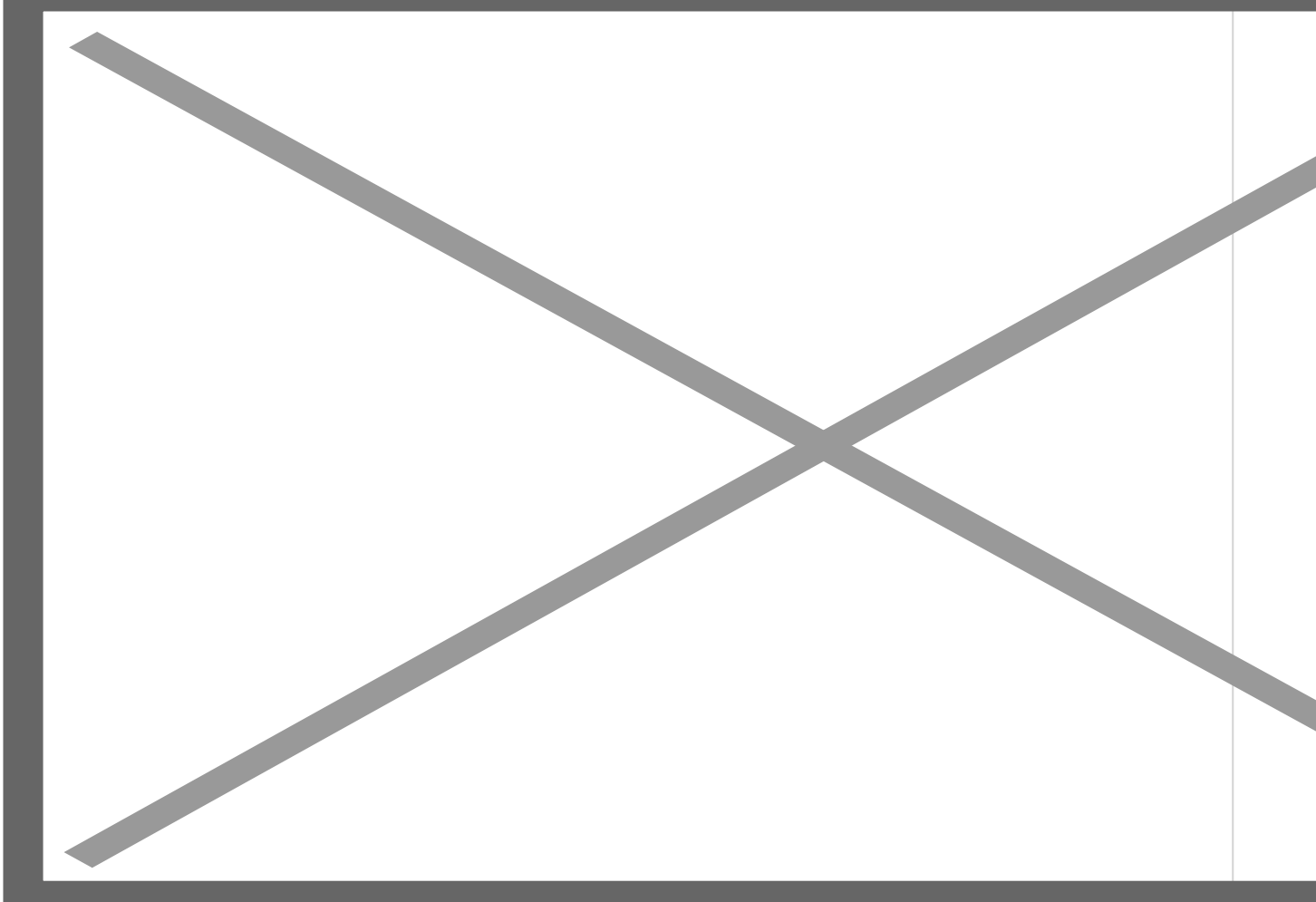


*Des ministres cubains font le point sur les actions visant à corriger les distorsions et à relancer l'économie du pays*

---

Image not found or type unknown



La Havane, 8 janvier (RHC) Les ministres des Finances et des Prix et de l'Énergie et des Mines ainsi que le vice-président économique de CIMEX ont participé lundi à l'émission de radio et de télévision Mesa Redonda afin d'informer et d'expliquer les décisions du gouvernement en matière d'électricité, de carburants et de gaz en bonbonnes.

Ministre des Finances et des Prix : Les mesures ne doivent pas être considérées isolément

Au début de son intervention, le ministre des Finances et des Prix, Vladimir Regueiro Ale, a ratifié que les mesures du gouvernement visent à rectifier un ensemble de distorsions présentes dans l'économie. "Créer les conditions pour relancer l'économie et avoir un impact sur la correction de ces situations", a-t-il déclaré.

Il a également indiqué qu'une partie de ces décisions sont liées aux prix, car "certains d'entre eux sont restés obsolètes dans des produits transversaux à l'ensemble de l'économie, liés à l'énergie, aux combustibles, à la production d'électricité et à la consommation fondamentale de la population", a-t-il déclaré.

Regueiro Ale a indiqué que la rectification de ces prix se traduisait en partie par une réduction de la subvention du budget de l'État. "C'est ainsi qu'il est prévu dans le budget de l'État et c'est la raison pour laquelle le suivi de ces mesures est assuré.

Il a souligné que ces dispositions seront appliquées progressivement et qu'elles feront donc l'objet d'une évaluation constante afin de déterminer leur impact sur l'économie et la population.

"En même temps, des mesures ont été conçues pour atténuer ces impacts avec des protections, des traitements pour les personnes ou les groupes qui sont dans des situations vulnérables, mais avec des traitements spécifiques et non pas comme une subvention générale", a-t-il averti.

Il a également souligné que les mesures annoncées par le gouvernement ne devaient pas être considérées isolément, "car nous savons qu'il s'agit du début d'autres mesures qui font partie d'un programme visant à relancer l'économie dans la situation actuelle, en tenant compte de nos propres ressources et de nos propres limites".

Il a rappelé que de nombreuses entreprises publiques, qui sont à la base de notre développement, enregistrent des pertes en raison de nombreuses décisions visant à centraliser les prix dans le but de ne pas les transférer à l'ensemble de l'économie. "Mais le moment est venu de faire une mise à jour. Beaucoup de ces prix sont dépassés, y compris beaucoup de prix à l'importation, comme le carburant, qui ont répondu à une dynamique de croissance et qui n'ont pas été répercutés de la même manière sur notre économie", a-t-il déclaré.

À cet égard, le ministre des finances et des prix a fait remarquer que les entreprises ne reflètent pas les coûts et les dépenses liés à la consommation de carburant et à l'électricité elle-même, tandis que certains services dont bénéficie la population, comme le gaz liquéfié, ne reflètent pas tous ces coûts".

"Les entreprises qui fournissent ces services de manière universelle ne voient pas leurs coûts et dépenses reflétés et ces travailleurs sont affectés par des revenus qui ne sont pas réalisés. Il faut commencer à corriger cela progressivement".

Quel est le comportement de la production et de la consommation d'électricité en 2023 ?

Commentant les mesures concernant l'électricité et les carburants, Vicente La O Levy, ministre de l'énergie et des mines, a déclaré que 2023 se caractérisait par un meilleur service d'électricité, en prenant 2022 comme référence. "Cela ne signifie pas que le problème a été totalement résolu. Le service de l'année dernière était 70 % meilleur que celui de l'année précédente, car, comme nous l'avons dit, il y a eu une réduction de 70 % des pannes d'électricité en termes de temps et de puissance ", a-t-il déclaré.

Cependant, La O Levy a fait remarquer que 2023 se caractérisait par une consommation plus élevée, ainsi que par une demande maximale.

Selon lui, ces augmentations s'expliquent notamment par le fait que l'on sert plus d'énergie. L'autre raison est liée aux températures "et à la chaleur que nous avons eue cet été, où plusieurs records ont été battus. Le 24 juillet, nous avons atteint 64,5 GigaWatt/h, ce qui constitue un record historique pour l'électricité à Cuba.

Il a ajouté que la croissance était également influencée par l'arrivée d'appareils électroménagers dans le pays. "En 2021, 2 240 000 équipements sont entrés, tandis qu'en 2022, il y en a eu 3 430 000. L'année précédente, le chiffre était de 2 300 000".

"En plus de cela, il y a déjà un demi-million de moteurs électriques, dont la plupart sont chargés à partir du système électrique et non à partir de sources d'énergie renouvelables, car nous n'avons pas encore ces possibilités.

Toutefois, cette croissance a été rendue possible par plusieurs actions, a déclaré le ministre. "Parmi elles, la récupération de l'unité 6 de Mariel après son incendie. Plus de 300 MW ont été récupérés sur les sites de production décentralisée de Mariel et de Moa, qui étaient à zéro ; la politique consistant à assurer la maintenance et à ne pas travailler contre les pannes a été maintenue, ce qui a permis d'augmenter la puissance.

Il a également mentionné le forage de nouveaux puits pour l'extraction de gaz liquéfié, qui a contribué à ce qu'Energás batte les records de production de cette unité avec près de 400 MW/h pendant les heures de pointe.

"Au second semestre, en raison de l'augmentation de la demande en été, des mesures d'économie ont été mises en œuvre pour répondre à la demande. Une campagne publicitaire très forte a été menée et l'instruction numéro trois, qui régule les économies, a été mise en pratique. L'un des résultats est ce que nous voyons aujourd'hui en hiver, où les grands pics de demande ont été réduits.

Ce sont des mesures d'économie qui sont contrôlées quotidiennement par les inspecteurs, ainsi que l'arrêt des climatiseurs aux heures de pointe, le contrôle de l'éclairage et des fours, ce qui nous a permis de réduire la demande et de servir toute la charge ces jours-ci".

Dans son discours, le ministre de l'énergie et des mines a évoqué la fraude à l'électricité, reconnaissant qu'elle a plusieurs canaux. "Nous devons reconnaître qu'il y a un déficit de compteurs pour lesquels nous avons déjà des financements et que nous sommes déjà en train d'acquérir, tant pour les clients de 220V que pour les clients de 110V qui ont des compteurs cassés. Certains clients, suite à l'accord passé avec la compagnie d'électricité, consommaient plus parce qu'ils n'avaient pas de compteurs", a-t-il déclaré.

"L'autre problème est la fraude basée sur la manipulation du compteur, le détournement du circuit de la maison ou le prélèvement sur la connexion directe en dehors du compteur. Nous luttons avec acharnement contre ce phénomène. Nous avons détecté 226 000 fraudes au cours de la dernière période et nous savons que des fraudes sont commises parce que nous relevons la différence entre l'énergie produite et l'énergie facturée. Les pertes commerciales existent, mais la différence est qu'elles nous sont volées. Ce qu'ils nous volent correspond presque à ce que Guiteras produit", a-t-il averti.

### **Pourquoi le tarif de l'électricité augmente-t-il pour les gros consommateurs ?**

Dans le cas de l'électricité, la mesure vise à économiser de l'argent, a déclaré le ministre de l'énergie et des mines à la table ronde.

Il a expliqué qu'à Cuba, le secteur résidentiel représente 61 % de la consommation d'électricité et 39 % du secteur non résidentiel. "Ce secteur non résidentiel est freiné par les restrictions sur les économies qui lui sont destinées, tant en termes de combustibles que d'électricité.

Il a précisé que le secteur résidentiel est composé de 4 078 909 clients, avec une consommation moyenne de 174 kWh.

"Ce que nous avons proposé d'augmenter le tarif de l'électricité de 25 % pour les consommateurs qui consomment plus de 500 kWh est loin de la consommation moyenne du pays. L'année dernière, qui a été caractérisée par une consommation beaucoup plus élevée que les années précédentes, 107 570 clients avaient une consommation supérieure à 500 kWh, soit 2,7 % du total.

Il a ajouté qu'il y a une perception, surtout ici à La Havane, selon laquelle tout le monde consomme plus de 500 kWh ; mais il n'y a pas d'erreur ici, c'est ce que nos clients paient. "En juillet et août, ce chiffre passe à 217 000 clients (5,4 % du nombre total de clients dans le pays)".

Toutefois, ces 5,4 % de clients représentent 17 % de la consommation du secteur résidentiel, a-t-il précisé.

"Nous savons que nous avons des réserves pour réaliser des économies dans nos maisons, que sans diminuer le niveau de vie, nous pouvons arriver à nous ajuster à 500 kWh ou à en être très proches. Il y a des clients qui dépensent plus de 500 kWh en juillet et août, mais pas le reste de l'année.

Un consommateur qui dépense 600 kWh par mois aujourd'hui avec les prix actuels doit payer 2451 pesos, et avec le nouveau tarif, 2681 pesos. Il y aurait une augmentation de 230 pesos, mais cela signifie une augmentation de 9,4 %, parce que 25 % sont appliqués aux kWh au-dessus de 500.

Avec 700 kWh, vous payez aujourd'hui 3396 pesos ; avec le nouveau tarif, vous payez 3862 pesos, soit une augmentation de 13 %. Un consommateur de 1 800 kWh paiera 22 % de plus. Il paie actuellement 14 901 pesos, alors qu'à l'avenir il paiera 18 355 pesos.

Il a confirmé que l'objectif de cette mesure était de stimuler les économies, et non d'éliminer les subventions. "Le tarif de l'électricité continuera à être subventionné, même avec les augmentations de ces nouveaux tarifs au-delà de 500 kWh. Le tarif de l'électricité continue d'être subventionné, il y a le coût du combustible, l'entretien des centrales électriques, des groupes électroniques, des réseaux, des sous-stations".

## **La situation des carburants dans le pays**

Dans une autre partie du programme télévisé, le ministre de l'énergie et des mines, Vicente La O Levy, a évoqué la situation des carburants dans le pays, les approvisionnements et les ventes à la population.

Il a expliqué que la mesure d'augmentation du prix du carburant a des objectifs différents de ceux expliqués précédemment, bien que des économies soient également recherchées. "Cuba a importé 126 000 tonnes d'essence en 2021, 192 000 tonnes en 2022 et 203 000 tonnes en 2023.

La consommation de Cuba nécessite environ 360 000 tonnes d'essence. Vous pouvez donc constater que nous sommes bien en deçà de nos besoins et c'est pourquoi nous nous trouvons dans la situation que nous connaissons, qui est due au manque de financement et à l'impact du blocus qui en est la principale raison".

"L'ennemi a bloqué notre accès au carburant, cela ne fait aucun doute", a souligné La O Levy.

"Il s'agit d'une situation différente en ce qui concerne le diesel", a-t-il ajouté, faisant valoir - comme il l'a déjà expliqué à d'autres occasions - que le pays disposait de sources traditionnelles d'approvisionnement en carburants qui ont été perdues, de négociations qui ont été empêchées par le blocus, ce qui a conduit à une situation beaucoup plus tendue au cours de ces dernières années.

"Il y a eu une chasse incessante aux carburants, aux navires, aux points de passage, aux partenaires, aux alliés... jour après jour".

La O Levy explique que le diesel a eu un comportement différent, son importation a diminué et cela se ressent dans l'économie. "Le diesel est le plus consommé dans l'économie, contrairement à l'essence, qui est principalement consommée dans le secteur privé.

Il a montré que sur les 21 700 tonnes d'essence consommées en moyenne au cours d'un mois en 2023, 15 200 tonnes sont consommées par le secteur privé. Cela équivaut à 71,5 % de la consommation d'essence du secteur privé.

"Le diesel sert à l'économie, à la récolte de la canne à sucre, à l'agriculture et à la production d'électricité, qui est une grande consommatrice de ce carburant. J'ose dire que nous n'avons pas dépassé une réduction de 70 % des interruptions du service d'électricité, principalement en raison de la question du carburant.

Le ministre a expliqué que Cuba a besoin de 1,8 milliard de dollars pour couvrir ses besoins en diesel en un an. "En 2023, 609 000 tonnes de diesel pourraient être importées, ce qui représente environ 600 millions de dollars (un tiers). La même chose s'est produite avec l'essence.

Qu'en est-il des ventes de carburant ? La O Levy a répondu "très similaire à celle des importations". En 2020, 214 000 tonnes d'essence ont été commercialisées, en 2021 environ 246 000 tonnes, en 2022 environ 335 000 tonnes, et en 2023 nous avons dû diminuer et ajuster le chiffre. L'année dernière, nous avons retiré 700 tonnes d'essence par jour.

Il a précisé que ces chiffres étaient plus élevés que ceux consommés avant la grippe 19. "Pendant la période de la pandémie, il n'y a pas eu de file d'attente ou de pénurie d'essence dans les provinces.

"Quant au diesel, les ventes ont également diminué compte tenu des niveaux d'importation.

Progressivement, ces mesures nous permettront d'atteindre un approvisionnement stable.

En ce qui concerne les objectifs des mesures liées à l'augmentation du prix de l'essence, le ministre a expliqué qu'il y en avait plusieurs.

"Tout d'abord, le secteur du tourisme et les visiteurs étrangers qui viennent dans le pays échangent les devises étrangères qu'ils apportent à 120 x1, alors que le prix de l'essence est actuellement de 24 x1. C'est là que nous voyons la subvention, pour le touriste, pour l'étranger, pour cette personne qui, dans le monde, paie 1,30 USD pour l'essence, ici elle paie 30 pesos cubains.

"Comment mettre en œuvre cette mesure ? Eh bien, avec une chaîne de stations-service qui vendent en devises étrangères. Si nous avons en même temps une chaîne de stations-service qui vendent en monnaie nationale à 30 pesos, personne n'ira dans celles qui vendent en monnaie étrangère. Il faut aligner les prix sur le taux de change officiel en vigueur dans le pays aujourd'hui, soit 120 x 1, et non 24 x 1. Par conséquent, les prix en monnaie nationale vont augmenter".

Le ministre de l'Énergie et des Mines a ajouté qu'"avec cette augmentation des prix, ce que nous essayons de faire, c'est de remplir le deuxième objectif, qui est de réguler la commercialisation".

"Nous disions qu'en 2019, moins d'essence était vendue dans les centres de service et qu'il y avait moins de files d'attente à La Havane et moins de pénuries de carburant dans le reste du pays, parce que le revenu réel que nous avions avant COVID-19 était plus efficace et régulait mieux la commercialisation".

Il existe un troisième objectif, a déclaré La O Levy, qui est d'obtenir des devises étrangères pour l'achat de carburants. "À cette fin, des ventes en devises seront réalisées tant dans les servicentros qui ne fonctionneront qu'à cette fin (approvisionnement du tourisme) que dans ceux qui vendront en monnaie nationale.

"Ce qui se passe aujourd'hui, c'est que nous achetons tout le carburant sur le marché international, en devises, et qu'il est vendu en monnaie nationale, de sorte que nous n'avons aucun moyen de réunir les liquidités nécessaires pour garantir l'approvisionnement, le réapprovisionnement.

"Comme l'a dit récemment le général d'armée, nous devons aller de l'avant avec nos propres formules et nos propres ressources. L'objectif est de pouvoir réapprovisionner le pays en carburant.

En outre, le ministre a indiqué que "des pays amis sont venus négocier sur la question des raffineries et des carburants, mais les ventes en monnaie nationale - et à 30 pesos - ne sont pas rentables pour eux. Comment pouvons-nous donc compenser ces investissements ? C'est aussi l'un des objectifs des mesures.

Il a ajouté que "certains secteurs de la société cubaine sont subventionnés et nous continuerons à le faire, comme la santé et l'éducation. Toutefois, nous devons trouver des fonds par d'autres moyens afin de ne pas les affecter.

"Ce sont là, outre les économies, les objectifs que nous poursuivons avec les mesures relatives au prix et à la commercialisation des carburants.

Le ministre de l'énergie et des mines a souligné qu'un approvisionnement stable en carburants dans les deux chaînes de stations-service ne peut être assuré dès le premier jour de la mise en œuvre des mesures, mais que ces mesures nous permettront progressivement d'atteindre un approvisionnement stable.

D'autre part, La O Levy a fait référence aux prix du gaz liquéfié qui augmenteront également avec la mise en œuvre des mesures. "Aujourd'hui, le prix d'une bouteille de gaz est de 180 pesos cubains, et nous avons 1 700 000 clients pour le gaz liquéfié (GPL)", a-t-il déclaré.

Malheureusement, a-t-il ajouté, "il n'a pas été possible d'augmenter le nombre de clients GPL, comme nous le souhaiterions. À un certain moment en 2018, il y a eu une augmentation significative du nombre de clients lorsque le processus de gazéification a été réalisé dans les capitales provinciales, mais nous sommes restés à ce chiffre. Le GPL est un moyen de cuisson très efficace, qui permet d'économiser de l'électricité et du carburant".



Même si le GPL à Cuba est principalement importé, il est beaucoup plus efficace pour la consommation domestique, en particulier pendant les heures de pointe, a-t-il ajouté.

Le ministre a précisé qu'il s'agissait d'un produit subventionné. "En 2020, 1 130 000 tonnes de GPL ont été importées, en 2021 elles sont passées à 1 291 000 tonnes, en 2022 à 1 400 000 tonnes, mais en 2023 elles ont dû diminuer en raison de la situation financière".

Il a expliqué que l'objectif recherché avec l'augmentation du prix du gaz liquéfié, de 180 à 225 pesos par bouteille (augmentation de 45 pesos), est d'éliminer la subvention.

En ce qui concerne le prix d'une tonne de gaz, La O Levy a précisé qu'en 2020, il coûtait 591 USD, qu'il passait en 2021 à 745 USD, en 2022 à 811 USD et qu'en 2023, il tombait à 696 USD. "Mais tout cela, nous devons le payer en devises étrangères, à l'avance ou sur place, car nous n'avons de financement de personne."

Il a précisé qu'une tonne de GPL permet de remplir 100 balles de 10 kilogrammes, de sorte que chaque balle coûte 6,96 USD. Toutefois, il faut ajouter à ce prix le coût des pastilles qui sont produites dans le pays, mais pour lesquelles il faut acheter des soupapes, de l'acier, de la soudure et de la peinture, ainsi que le coût de la commercialisation qui se fait par la route et qui nécessite également des intrants.

Le ministre a déclaré qu'actuellement nous avons un problème avec les balles, qui ne nous permet pas de tourner dans les points de vente, ce qui crée des difficultés dans les cycles de distribution du gaz liquéfié. "En augmentant les 45 pesos, la subvention à l'importation est éliminée.

"En résumé, les mesures relatives à l'électricité poursuivent l'objectif d'encourager les économies. En revanche, les mesures relatives à l'essence et aux carburants ont d'autres objectifs, comme nous l'avons expliqué".

Le ministre de l'énergie et des mines a souligné que les personnes vulnérables bénéficieront d'un traitement spécial qui fera l'objet d'un rapport ultérieur.

A partir du 1er mars, de nouveaux tarifs pour le gaz liquéfié et l'électricité seront introduits

Par ailleurs, le ministre des Finances et des Prix, Vladimir Regueiro Ale, a insisté sur la mise en œuvre progressive des mesures liées à l'augmentation des prix de l'électricité et du gaz liquéfié.

"Nous avons parlé d'une augmentation de 25 % du tarif de l'électricité résidentielle à partir de 500 kwh. Cela a un impact sur un secteur, certes minoritaire et spécifique, de la population. Il en va de même pour le service de gaz liquéfié, pour ces 1 700 000 clients. La mise en œuvre de ces mesures est prévue pour le mois de mars.

"C'est-à-dire qu'à partir du 1er mars, la commercialisation du gaz liquéfié se fera à ce nouveau prix actualisé (225 pesos) et le nouveau tarif sera appliqué à la facturation de la consommation d'électricité résidentielle pour ce mois à partir de 500 kwh, qui dans ce cas serait payée en avril", a déclaré Regueiro Ale.

Le ministre des Finances et des Prix a souligné que "ces mesures sont mises en œuvre progressivement afin d'éviter la confluence des impacts qui peuvent avoir sur la même famille ou le même individu".

Il a rappelé que le budget du pays comprend plus de 36 milliards de pesos pour subventionner le tarif de l'électricité.

"Il est certain que ces mesures ne permettent pas de réduire ces subventions, car le combustible utilisé pour la production - compte tenu de la structure de consommation du pays, dans laquelle le secteur résidentiel est le plus grand consommateur - est maintenu à un prix qui ne dépasse pas la mise à jour générale du tarif.

"Mais nous avons commencé à distinguer certaines consommations pour lesquelles, au lieu de faire des restrictions administratives, nous stimulons les économies par le biais de mécanismes financiers", a déclaré Regueiro Ale.

"Dans le cas du gaz liquéfié, a-t-il ajouté, ce ne sont pas précisément les économies qui sont encouragées, mais nous parvenons à récupérer la réduction des subventions dans la chaîne de valeur, parce que l'entreprise peut reconnaître les coûts et les dépenses qu'elle a encourus.

"En outre, plus de 280 millions de pesos seront retirés du budget et transférés à l'entreprise Cupet".

Le ministre des Finances et des Prix a insisté sur le traitement spécial qui sera accordé aux personnes ou aux groupes vulnérables afin de pouvoir faire face aux augmentations de prix, qui sont aujourd'hui mises à jour en collaboration avec les travailleurs sociaux, les organismes de protection sociale et d'autres

entités gouvernementales.

Il s'agit d'une étude qui ne commence pas maintenant avec l'annonce à la table ronde, a déclaré le ministre des Finances et des Prix.

"Il existe une équipe de travail à laquelle participent non seulement notre ministère, mais aussi ceux de l'économie, du travail et de la sécurité sociale, les gouvernements locaux, les structures de travailleurs sociaux pour l'attention portée aux besoins de chaque famille", a déclaré M. Regueiro Ale.

"Il est important de ratifier cette mesure parce que, précisément, elle exprime une façon de mettre en œuvre toute cette transformation des subventions générales aux produits et services, en subventions aux personnes qui ont réellement besoin d'une attention différenciée en fonction de leur capacité, de leur pouvoir d'achat... Nous devons le faire de façon évolutive, non seulement pour ces mesures, mais aussi avec l'étude progressive, sectorielle également, des niveaux de revenus de la population", a-t-il expliqué.

Selon le ministre, la mise en œuvre de toutes ces mesures et d'autres conçues dans le même esprit doit être précédée d'études d'impact sur les consommateurs et la population en général.

"Pour que nous réalisons cette transformation : que la protection aille aux personnes qui en ont besoin. De même, si la consommation est soutenue par un niveau de subvention dans le budget, il faudra décharger les ressources qui sont actuellement subventionnées et les réorienter vers d'autres secteurs sociaux, tels que les services de base dont bénéficie la population", a-t-il déclaré.

Regueiro Ale a souligné qu'il s'agit d'une gestion différenciée des finances et qu'elle fait également partie de la transformation qui a lieu aujourd'hui dans ce domaine.

### **Nouveaux prix des carburants à partir du 1er février**

Face à la question de savoir ce qui va réellement se passer avec les carburants, quels sont les prix appliqués et quand les nouveaux prix entreront en vigueur, le ministre a déclaré que la première chose à garder à l'esprit "est que la population doit suivre les canaux officiels où toutes les explications nécessaires sont fournies et qui font partie d'une stratégie d'échange, de suivi et d'information de la population en temps opportun. Et non pas ces informations qui déforment le sens de ces mesures, en créant de fausses attentes", a-t-il déclaré.

Regueiro Ale a déclaré que les nouveaux prix entreront en vigueur le 1er février, à la fois la mise à jour des niveaux de prix de gros et de détail, qui répondent à des dynamiques différentes et ont des impacts différents.

En ce qui concerne les prix de gros, il a indiqué qu'il y a une reconnaissance des coûts d'importation, de toutes les dépenses dans la distribution de ceux-ci et a expliqué qu'il y aura une mise à jour à la fois pour ceux qui seront consommés par les entreprises d'État et pour tous les carburants technologiques.

"Les impacts sont différents pour chaque secteur de l'économie. Il y en a qui ont plus de poids dans cet apport de carburant, disons que tous les services de transport, de passagers, de marchandises, auront un impact plus important ; et d'autres devront refléter l'augmentation des coûts, des dépenses, dans leur processus de production, le reflet de cette augmentation de prix ", a déclaré le ministre.

Il a souligné que cela transcende le fait que, "tout d'abord, nous devons assimiler un processus de mise à jour des plans économiques et financiers de notre système d'entreprise".

"Lorsque le plan lui-même et même le budget ont été approuvés, il a été analysé qu'une variable qui allait être transformatrice dans ce que nous approuvions déjà comme concept était qu'au cours de l'année, des mesures seraient mises en œuvre qui auraient cet impact. Ces impacts doivent être discutés avec les collectifs de travail, les mêmes collectifs avec lesquels le plan a été discuté.

"Lorsque le plan lui-même et même le budget ont été approuvés, il a été analysé qu'une variable qui allait transformer ce que nous approuvions déjà en tant que concept était qu'au cours de l'année, des mesures seraient mises en œuvre qui auraient cet impact. Ces impacts doivent être discutés avec les collectifs de travail, les mêmes collectifs avec lesquels nous avons discuté de l'élaboration des plans, des objectifs, des indicateurs d'efficacité...", a déclaré Regueiro Ale.

Le ministre a ajouté que les impacts ont été identifiés, par exemple, dans le domaine du transport de passagers et de marchandises, où nous savons précisément, en raison de son caractère transversal et fondamental en tant qu'intrant pour ce type de service, que cela nécessite une mise à jour des tarifs qui sont actuellement établis pour ces services publics.

Il a ajouté que le plan de communication prévoit également une table ronde pour expliquer l'impact de chaque service, tarif par tarif.

Le ministre a indiqué que dans le secteur des entreprises, une assimilation de l'augmentation des prix de gros des carburants est prévue.

"Dans le cas du secteur budgétisé, le soutien financier au secteur budgétisé a été planifié, prévu et fait partie de la balance des recettes et des dépenses, le soutien financier au secteur budgétisé pour l'augmentation des prix des carburants administratifs qui garantissent la fourniture de services dans le secteur de la santé, de l'éducation, de l'administration publique elle-même. L'ensemble de ce secteur budgétisé sera soutenu par des modifications budgétaires qui seront apportées à chacun d'entre eux en temps voulu", a-t-il déclaré.

En ce qui concerne la question du prix de gros des carburants et de son impact sur certains services, Regueiro Ale a déclaré qu'un principe en vigueur aujourd'hui a été ratifié, "à savoir que les fournisseurs de services de transport de passagers, qu'ils soient étatiques ou non, pourront acheter des carburants au prix de gros".

Aujourd'hui, les travailleurs indépendants, les MPME qui fournissent ces services, les coopératives non agricoles, disposent d'un système d'attribution de cartes qui leur permet d'acheter du carburant au prix de gros, ce qui facilite précisément les accords sur les prix. Nous parlons d'un service public et il doit être garanti dans ces différentes conditions", a-t-il expliqué.

En ce qui concerne les prix de détail des carburants, les critères de formation sont différents, a déclaré le ministre.

"Ils répondent à une dynamique différente. Nous avons vu, non seulement dans notre pays, mais aussi au niveau international, des crises et des augmentations ou des baisses soutenues des prix des carburants ; cependant, le prix de détail des carburants est maintenu, parce qu'il répond davantage aux conditions de l'offre et de la demande, y compris l'élasticité des prix de ces carburants, sur lesquels des taxes sont prélevées, qui dans certains cas ont des critères de collecte ou de contrôle de leur consommation", a-t-il déclaré.

Dans le cas de notre pays, a-t-il ajouté, nous devons reconnaître le rôle dynamisant du secteur du tourisme dans la structure de notre économie. "Il s'agit d'un secteur stratégique, comme nous le disons, la locomotive de notre économie, et le ministre a déjà expliqué que le prix ne reflétait pas vraiment les coûts d'importation et qu'il s'agissait du carburant le moins cher de la région.

"Il y a un principe dans la formation de ce prix de détail et c'est l'étude du comportement des prix des carburants dans la région. Nous étudions des marchés similaires qui peuvent se trouver dans un environnement concurrentiel et ce sont ces marchés qui ont marqué la définition du prix de détail. En d'autres termes, il ne s'agit pas seulement de couvrir les coûts et les dépenses", a-t-il déclaré.

Ceci, a-t-il souligné, répond également à une étude de marché et "où nous pouvons fournir ce service au marché dans des conditions similaires pour ce visiteur étranger, touriste ou autre, qui vient et consomme ces biens dans notre pays ; et la parité ou l'équivalence qui est établie, logiquement, pour éviter les transferts dans la consommation et parce qu'en fin de compte la mesure, comme nous l'avons dit, vise

également à contrôler la consommation par le biais de ces mesures plutôt que par des limitations administratives, qui, en fonction du pouvoir d'achat, peuvent également contrôler la consommation", a-t-il dit.

Le ministre a précisé que les prix sont exprimés en dollars par litre. Par exemple, l'essence automobile, B83, serait de 0,95 dollar. Et l'équivalent, en appliquant le taux de 1 pour 120, serait de 114 pesos.

Dans le cas de l'essence ordinaire (B90), le litre vaudrait 1,10 dollar et serait vendu à 132 pesos cubains dans les centres de service qui vendent dans cette monnaie.

L'essence spéciale (B94), selon les études de marché susmentionnées, coûterait 1,30 dollar par litre, tandis qu'en pesos cubains, elle serait de 156 CUP.

Le ministre a ajouté qu'un carburant très spécifique et dont la consommation est limitée est également réglementé, à savoir l'essence super spéciale (B100), dont le litre aurait une valeur de 1,65 dollar et le prix de détail en pesos cubains serait de 198 CUP.

Il a ajouté que dans le cas du diesel ordinaire, qui est également le plus consommé, il vaudrait 1,10 dollar le litre et 132 pesos cubains.

"C'est-à-dire qu'il y a un prix en monnaie, dans ce cas se référant au dollar et en pesos cubains équivalant au taux de 1 pour 120. De cette manière, comme cela a été expliqué, nous sommes également en train de concevoir et de structurer un mécanisme de financement pour l'acquisition de combustibles qui n'a pas d'effet immédiat, mais qui devrait représenter une récupération et également une restructuration de la consommation, parce que nous avons vu qu'une grande partie de la consommation de combustibles est orientée vers le secteur privé et que nous devons également mettre des ressources dans le secteur productif, afin de continuer à récupérer la fourniture de biens et la production dans notre économie", a déclaré Regueiro Ale.

Le ministre a souligné qu'il s'agit d'une mesure qui commence à être appliquée le 1er février et que les conditions techniques et organisationnelles ont été créées pour réaliser cette distribution aujourd'hui avec les intrants et les stocks dont nous disposons et qui, progressivement, devraient montrer une reprise avec la mise en œuvre de ces mesures.

Il a réaffirmé qu'il s'agit de mesures qui favorisent l'économie du pays et qui, par conséquent, ou en priorité, profitent également à la population.

## **Comment Cimex, le réseau de centres de services du pays, s'est-il préparé à ces changements ?**

Tania Danay Vives Alfonso, vice-présidente économique de Cimex, a déclaré lors de l'émission télévisée que l'entreprise dispose aujourd'hui de 613 centres de services dans tout le pays pour soutenir cette mesure.

Elle a expliqué qu'un réseau de 28 centres de services en USD et un centre de services, le "Nueva imagen" dans la province de Ciego de Avila, qui maintiendra le service mixte en CUP et USD, parce qu'il s'agit d'un établissement situé à Morón à l'entrée des Keys et qu'il n'y a pas d'autre centre de services à proximité pour soutenir ce service, seront mis en place.

Elle a expliqué que dans ce réseau de centres de services qui fonctionneront en devises étrangères, les moyens de paiement établis seront les suivants : Visa, Mastercard, cartes MIR, cartes prépayées émises par Bandec, carte ICE, carte Viajero et carte Clásica, qui est un nouveau produit financier qui sera lancé prochainement et qui peut être acquis dans le réseau national de Cadecas dans le pays.

Vives Alfonso a expliqué que l'objectif principal de ce réseau est de faciliter l'accès à ces carburants pour les touristes qui visitent notre pays, ainsi que pour les personnes physiques et les acteurs économiques qui souhaitent payer avec les cartes établies dans ce nouveau réseau en USD, qui sera principalement dans les capitales et les enclaves touristiques.

La vice-présidente économique de Cimex a expliqué qu'en fonction de la demande, ce réseau sera progressivement étendu à l'ensemble du pays, ce qui dépendra fondamentalement de l'ampleur de la collecte et de l'augmentation du service.

Elle a rappelé qu'il ne s'adresse pas seulement aux touristes, mais à "toutes les personnes physiques, les acteurs économiques, le corps diplomatique, les entreprises mixtes, etc,

Le corps diplomatique, les entreprises mixtes, les succursales étrangères, tous pourront acheter du carburant en CUP et en USD dans tous les services, et dans ces derniers uniquement et exclusivement en USD, mais qui disposent des moyens de paiement de chacun des réseaux ; c'est-à-dire qu'ils pourront acheter du carburant dans toutes les stations-service avec les moyens de paiement établis dans chacun de ces réseaux ", a-t-il déclaré.

Elle a ajouté qu'à partir du 1er février, lorsque les nouveaux prix pour l'acquisition de carburant au détail ou en gros entreront en vigueur, et dans le cadre de tout le processus d'informatisation et de bancarisation que le pays est en train de développer, Cimex a établi l'utilisation de divers moyens de paiement électronique pour l'acquisition de ces carburants dans les centres de services, tels que les cartes à puce pour le secteur étatique et non étatique, les cartes à bande magnétique, qui sont les cartes nationales et internationales utilisées dans le pays, les cartes prépayées jetables, les épingles électroniques via Transfermóvil, les cartes à puce rechargeables et le code QR via Transfermóvil.

Elle a rappelé que l'achat de carburant ne peut se faire que par le moyen de paiement électronique établi pour chacun de ces réseaux. En d'autres termes, l'argent liquide n'est pas autorisé.

Dans le cadre de ce processus d'assurance, une campagne de communication sera mise en œuvre. "En outre, dans tous nos centres de services, il y a du matériel promotionnel expliquant chacun de ces moyens de paiement, les cartes acceptées dans chacun de ces réseaux, CUP et USD, sont également disponibles, ainsi que des panneaux d'information avec les nouveaux prix.

"De la même manière, nous travaillons avec toute la préparation des travailleurs dans le cadre de ce processus", a-t-elle déclaré.

Elle a précisé que tous les stations-service allaient signaler les prix en fonction du réseau, c'est-à-dire en USD ou en CUP. "Qu'est-ce qui se passe ? Pour acheter du carburant, ceux qui vont payer en USD peuvent accéder au réseau CUP, parce que les moyens de paiement seront là, mais ceux qui paient en CUP ne peuvent pas accéder au réseau qui est différencié en USD".

Elle a souligné que la communication sera maintenue par le biais de la télévision, des réseaux sociaux et des médias afin que la population dispose de toutes les informations nécessaires. "Dans tous nos centres de service, il y aura une signalisation qui permettra au client d'acquérir facilement du carburant par l'un ou l'autre de ces moyens de paiement. C'est-à-dire que s'il y a un problème avec l'un d'entre eux, il y a d'autres moyens de paiement, à aucun moment le service ne sera paralysé parce qu'il n'y a pas de connexion ou parce que le service ne peut pas être fourni à ce moment-là à cause d'un type de paiement", a-t-il dit.

"C'est pourquoi, durant toute cette période, nous avons élargi les moyens de paiement, nous avons commencé ce processus à partir de 2020 et nous avons récemment éliminé l'argent liquide dans tous nos Cupet. Les moyens de paiement électroniques sont prêts pour que les clients puissent accéder à l'achat de carburant sans problème dans tout le pays", a-t-elle conclu.

Il s'agit de mesures visant à relancer l'économie.



Dans les dernières minutes, le ministre des Finances et des Prix, Vladimir Regueiro Ale, est revenu sur les dates de mise en œuvre des mesures.

Dans le cas de l'augmentation de 25 % du tarif de l'électricité pour une consommation supérieure à 500 kilowatts par mois, elle débutera le 1er mars. À la même date, les nouveaux prix des carburants GPL seront appliqués. La mesure la plus immédiate serait l'application des prix de gros et de détail des carburants, a-t-il déclaré.

Sur ce dernier point, il a souligné que si la commercialisation en devises constitue un mécanisme financier de réapprovisionnement, dans le cas de la commercialisation au détail en pesos cubains, elle donne la possibilité d'appliquer une taxe spéciale qui a un caractère redistributif. "C'est-à-dire que les ressources captées dans ce sens sont destinées aux secteurs sociaux que le budget lui-même soutient avec un ensemble de mesures qui commencent également à reconnaître ou à accorder une attention différenciée à l'amélioration des niveaux d'activité, des conditions des travailleurs dans ces secteurs", a déclaré le ministre.

Il a ajouté qu'en termes généraux, tous les prix de détail des carburants seront soumis à un processus d'évaluation systématique, sur une base trimestrielle, pour voir quels sont les coûts auxquels le pays les acquiert, les prix auxquels les marchés touristiques de la région fonctionnent et cela peut avoir un impact sur la mise à jour de ces prix de détail, a-t-il dit.

"Nous ne pouvons pas parler de prix de détail qui seront immuables, mais nous devons être connectés précisément à ce marché à partir duquel nous nous réapprovisionnons en carburants", a déclaré M. Regueiro Ale.

Il a maintenu comme élément essentiel le caractère intégrateur qui doit être pris en compte dans la mise en œuvre de ces mesures, car certaines servent à soutenir et à financer d'autres, visent à optimiser les ressources disponibles dans l'économie, que ce soit les combustibles, la consommation d'énergie par la population, c'est-à-dire qu'ils sont étroitement liés.

En ce qui concerne l'impact direct sur la population, il a déclaré que ceux qui ont besoin d'une protection ou d'une attention particulière ne seront pas laissés pour compte. "Nous avons un système d'assistance sociale généralisé dans notre pays, et avec celui-ci nous allons spécifier au cas par cas, en fonction du pouvoir d'achat de chaque noyau ou personne, la protection spécifique ou le traitement différencié sur une base personnelle, et cela fait partie de ce processus de transformation des subventions et d'actualisation des prix", a déclaré le ministre des Finances et des Prix.

Il s'agit de mesures visant à relancer l'économie, à rectifier un ensemble de distorsions, précisément dans les prix dépassés, qui avaient une raison d'être centralisés jusqu'à présent, et nous devons commencer à reconnaître que cela impose également une autre dynamique dans le fonctionnement de notre système d'entreprise, a-t-il dit.

Il a ajouté que la mise en œuvre de ces mesures est rigoureusement évaluée par le gouvernement cubain, à l'aide d'indicateurs, de mesures d'impact, de retours d'information de la part de la population elle-même, des secteurs productifs et sociaux, et que, dans le cadre de cette mise en œuvre, elle doit être réajustée et adaptée en fonction des besoins dans chaque cas. "Il s'agit d'un suivi et d'une évaluation systématiques et soutenus une fois que la mise en œuvre de ce programme a commencé", a-t-il conclu. (Source Cubadebate)

---

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/343982-des-ministres-cubains-font-le-point-sur-les-actions-visant-a-corriger-les-distorsions-et-a-relancer-leconomie-du-pays>



**Radio Habana Cuba**